



Agenda

Jeudi 12 décembre

-18h30 : présentation de l'ouvrage : *Die Zeichnungen und miscellanea von Leonardo da Vinci : Architektur und Erfindungen* par Sabine Frommel, Directeur d'études à l'Ecole Pratiques des Hautes Etudes (Bibliothèque de l'Institut de France).

Lundi 16 décembre

-11h30 : Réunion de la section Economie politique, statistique et finance.

-12h30 : Déjeuner de l'Académie en l'honneur du Président **G.H. Soutou**.

-15h : Présentation de **Jean VITAUX**, correspondant de la section Histoire et Géographie par **Jean Tulard**.

Philippe HAYEZ, ancien directeur adjoint du renseignement de la DGSE, professeur à Sciences Po : « *Sapere audere !* Le renseignement, une politique nationale indispensable et exigeante. » (grande salle des séances).

-17h30 : Remise des prix de la Fondation des Travaux Historiques et Scientifiques (grande salle des séances) suivie d'un cocktail.

-19h30 : *Notre-Dame de Paris, l'épreuve des siècles* » documentaire d'Emmanuel Blanchard (auditorium André et Liliane Bettencourt).



Séance du lundi 9 décembre

Le président de la séance du jour, **Pierre Delvolvé**, appelle aux honneurs Madame Meyer, Messieurs Gaymard, Tribolet et Lefebvre. Après approbation du procès-verbal de la séance du 2 décembre, le président fait procéder aux dépôts d'ouvrages : **Bernard Stirn** dépose sur le bureau *Parler en public. Principes et méthode* de Cyril Delhay (Dalloz, Paris, 2020, 153 p.), **Jean-Robert Pitte** dépose *l'Atlas historique mondial* élaboré sous la direction de Christian Grataloup (les Arènes – l'Histoire, Paris, 2019, 656 p.), **Yves Gaudemet** *L'art de raconter n'importe quoi en philosophie* de Paul Amselek (Dalloz, Paris, 2019, 100 p.) et **Philippe Levillain**, l'ouvrage d'Aurélie Luneau et Jacques Tassin, *Maurice Genevoix* (Flammarion, Paris, 2019, 308 p.). Le président donne ensuite la parole à **Georges-Henri Soutou** pour sa communication intitulée : « L'Allemagne en surfusion : le temps des incertitudes et des recompositions ». L'Allemagne qui a été un extraordinaire laboratoire politico-idéologique depuis le XIX^e siècle est sans doute en train de le redevenir. Depuis les années 1990, l'Allemagne réunifiée paraissait être devenue un modèle de démocratie libérale apaisée, ouverte sur les évolutions de la société et le monde, faisant de l'économie sociale de marché un modèle envié par toute l'Europe. Toutefois, depuis la crise de 2008 et ses conséquences, ce modèle est remis en cause et la vie politique du pays est devenue imprévisible, telle un corps en surfusion qui attend une nouvelle cristallisation réorganisatrice. Longtemps hésitante entre sa vocation européenne et l'ambition d'un rôle mondial, l'Allemagne paraissait avoir trouvé un équilibre reposant sur l'observation de principes tels qu'un multilatéralisme systématique, la construction européenne, l'Alliance atlantique ou encore dès la fin des années 1960 l'ouverture en direction de Moscou. Sur le plan économique s'appliquait la stratégie de mondialisation maîtrisée, pratiquée par les grandes firmes, qui consistait à délocaliser le bas de gamme et à garder le haut de gamme et la R&D. Cet équilibre avait amené l'Allemagne à exercer un rôle économique au niveau mondial, un évident leadership en Europe et une rôle clé dans le monde atlantique, symbolisé par le chancelier Kohl. Il a été perdu par ses successeurs et notamment Angela Merkel. Aujourd'hui les cartes sont rebattues et la division des partis accentue la cacophonie. Sur le plan intérieur, les incertitudes se multiplient : le SPD, souhaitant pour partie sortir de l'actuelle Grande coalition, rend imaginable une éventuelle coalition de gauche avec le parti *Die Linke*. Les Verts sont devenus incontournables du fait de leur présence importante au Bundesrat et les succès électoraux de l'afd mettent la CDU dans une situation difficile, certains cadres de la CDU et nombre d'électeurs s'opposant désormais à la ligne « centre-gauche » de la chancelière, rendant plus probable l'option d'une alliance des droites. Ce laboratoire politique bouillonnant et la multiplication des partis rendent très difficile la prévision du résultat des prochaines élections fédérales. Néanmoins les forces sont à l'œuvre pour réintégrer l'extrême gauche dans le jeu, sortir de la Grande coalition et revenir à une ligne de partage Gauche-Droite plus tranchée. Toutefois, les problèmes structurels vont pousser, dans la tradition politique allemande, à la recherche d'un minimum de consensus quelle que soit la coalition au pouvoir. En effet, en dépit des efforts consentis depuis la réunification, il existe toujours une frontière invisible entre les deux Allemagne. A ceci se rajoute l'obsession de défendre le lieu de production « Allemagne », compte tenu du profil encore profondément industriel du pays et l'importance de ses exportations (véhicules et machines), la question du nouveau modèle énergétique, ainsi que celle du renouvellement ou du développement des infrastructures et la question migratoire. Ces problèmes structurels retentissent sur la politique extérieure qui connaît le même état de surfusion que la politique intérieure. Un repli sur l'Europe, et plus précisément sur l'Eurasie avec ses sources d'énergie et ses marchés essentiels, se dessine. Mais ce qui paraît plutôt se dégager en ce moment est la recherche d'une série de sous-équilibres permettant de concilier les différentes orientations de la politique extérieure allemande, que ce soit avec la Russie, la Chine, les Etats-Unis ou encore la Grande-Bretagne ou l'Union européenne. Dans le domaine militaire, le peu d'appétence pour les expéditions militaires est à nuancer par le dernier discours-programme de la ministre de la Défense qui a appelé à un renforcement de l'engagement militaire de la RFA. Globalement, la RFA veut jouer un rôle international plus actif dans un cadre européen qu'elle compte impulser et dans une alliance atlantique où elle veut se faire entendre. Dans ce contexte, les couacs entre Paris et Berlin se sont multipliés. Aujourd'hui Berlin a une vision beaucoup plus multilatérale de l'Union européenne et l'abstention géopolitique allemande est en train de prendre fin, comme en témoigne l'activité allemande en Afrique. Malgré le glissement des plaques tectoniques engendré par le Brexit et l'arrivée de D. Trump, l'Allemagne reste occidentale. C'est tout notre intérêt d'encourager le bon scénario. A l'issue de sa communication, le président Georges-Henri Soutou a répondu aux questions et observations de Messieurs **T. de Montbrial**, **J.D. Levitte**, **J. de Larosière**, **M. Pébereau**, **A. Vacheron**, **Y. Gattaz**.

Dans la presse et sur les ondes

Olivier Houdé était l'invité de l'émission « Grand bien vous fasse ! » sur *France Inter* le 4 décembre à propos de « L'évaluation scientifique des pédagogies alternatives : Montessori et Freinet » (<https://www.franceinter.fr/emissions/grand-bien-vous-fasse/grand-bien-vous-fasse-04-decembre-2019>). Dans le magazine *Cerveau & Psycho* de décembre 2019 qui propose un dossier « Montessori, Freinet... Quels bénéfices pour le cerveau des enfants ? », il s'attache à « La pédagogie Freinet sous l'œil des neurosciences », et montre que la psychologie et les neurosciences valident les principes fondamentaux de celle-ci et commencent à tester les preuves de son efficacité.

Mireille Delmas-Marty était l'invitée de « Matières à penser » le 5 décembre sur *France Culture* dans la série intitulée « Dans quel état est le droit ? ». Dans cet entretien placé sous le signe de son projet « Agrandir la bibliothèque de l'humanisme juridique », elle revient sur sa proposition de boussole de l'humanité, expliquant qu'avec les dynamiques de mondialisation, la métaphore statique de la pyramide des normes propre au droit n'est plus pertinente et qu'il convient de s'interroger sur les dynamiques de comparaison, convergence et hybridation entre les quatre « vents » contraires que sont la sécurité et la liberté, la coopération et la compétition. Renouant avec l'histoire longue et élargie de l'humanisme juridique, elle en appelle à renoncer à la vision compartimentée séparant le droit national et le droit international pour appréhender le droit de manière transversale, en créant un état du droit qui permette de traiter les grands défis qui se posent à l'échelle de la planète (climat, immigration, terrorisme...). <https://www.franceculture.fr/emissions/series/dans-quel-etat-est-le-droit>.

Dans *Les Échos* du 6 décembre, le « point de vue » d'Augustin de Romanet expose les leçons de **Jacques de Larosière** face à l'inconnue des taux négatifs : selon l'académicien, depuis la chute du système de Bretton Woods, en 1971, le lien multiséculaire entre la monnaie et le métal étant rompu, il n'y a plus de limite à la création monétaire et le recours à la « planche à billets », longtemps proscrit, s'est banalisé. A ce désordre, les banques centrales viennent d'en ajouter un autre en créant la possibilité de taux d'intérêt négatifs. Pour l'académicien, cette politique serait à la fois inefficace pour faciliter le financement de l'économie, et risquée pour la solidité du système bancaire : si les taux sont trop faibles, la préférence pour la liquidité – la thésaurisation – mettra en échec l'objectif de stimulation de l'investissement. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-face-a-linconnu-des-taux-negatifs-les-lecons-de-jacques-de-larosiere-1154253>.

« A la une » du quotidien belge *Le Soir* (7-8 décembre), **Jean-Claude Trichet**, inquiet de la montée des populismes sur fond d'insatisfaction croissante des populations, met en garde contre la tentation d'assouplir l'orthodoxie budgétaire, et en appelle à la sagesse et à la lucidité des opinions publiques. Le 10 décembre, il s'exprime également sur la dette publique française et le budget de l'État le 10 décembre sur *France 5* dans l'émission « C dans l'air spéciale : Dans le piège de la dette ».

A savoir

Jacques de Larosière a prononcé à la Sorbonne le 27 novembre dernier une allocution dans le cadre des « Soirées de Fondafip » intitulée : « La dette publique : quels enjeux ? » (à retrouver sur la page de l'académicien).

Mireille Delmas-Marty s'est exprimée « Pour un crime international d'écocide » dans la séquence « El Derecho de la "Casa común" » le 4 décembre à la Conférence sur le climat à Madrid à laquelle participait également **Luis Arroyo Zapatero**, correspondant de la section « Morale et sociologie », qui a présenté « El Pacto global del medio ambiente » avec Laurent Fabius, président de la COP 21 (texte de l'intervention à lire sur la page de l'académicienne).

La vie des fondations

La Fondation Messe-Frankfurt dont l'objet est d'honorer une personnalité physique ou morale concourant à la promotion des valeurs humanistes et de l'économie sociale de marché a remis son prix pour la première fois cette année. La lauréate est Madame Elisabeth Ducottet, présidente-directrice générale de l'entreprise Thuasne, 5^{ème} génération à la tête de cette entreprise familiale stéphanoise, spécialisée dans le matériel médical orthopédique et devenue un leader européen du dispositif médical textile avec 900 emplois créés ces dix dernières années, dont la moitié en France. Sa philosophie économique imprégnée du modèle rhénan et de l'économie sociale de marché incarne dans la réalité concrète de l'économie la pensée de Michel Albert.

La Fondation Saint-Omer – Valeurs transatlantiques. Le 4 décembre, une cinquantaine de mécènes français et américains se sont retrouvés à l'Institut de France autour du dîner-débat organisé en l'honneur de la Fondation Saint-Omer – Valeurs transatlantiques, abritée par l'Académie, et portée par François Decoster et Édouard-François de Lencquesaing. Dans son allocution, **Jean-Robert Pitte**, président de la fondation, a entrelacé l'histoire de l'Académie, fille des Lumières, et le parcours de Charles Carroll, né en 1737, envoyé faire son apprentissage au Collège des Jésuites anglais en exil à Saint-Omer. Mettant en exergue le parcours exemplaire de celui qui allait devenir un des pères fondateurs des Etats-Unis, il a salué les « valeurs transatlantiques » qu'il incarne et que perpétue la fondation : « celles de l'amour de la connaissance, de la liberté de conscience, du libre-arbitre, de la démocratie tempérée et éclairée, de la liberté d'entreprendre, d'une conception d'un État qui respecte les corps intermédiaires et le principe de subsidiarité. En un mot, les valeurs du libéralisme politique. » La promotion de ces valeurs, a-t-il insisté, est d'autant plus importante qu'elles sont contestées, dans leur principe, par un certain nombre de gouvernements et un certain nombre de Français eux-mêmes. Il a salué l'intense activité déployée par la fondation depuis sa création en 2017, non seulement son volet commémoratif, mais le volet proactif par lequel elle s'emploie à démontrer la pertinence des valeurs transatlantiques dans le but d'améliorer la vie de l'homme en société et de relever les grands défis contemporains. *Le Figaro Magazine* a salué le rôle original de la fondation, qui cultive le lien franco-américain en organisant des colloques, des échanges scolaires et des académies entre les deux rives de l'Atlantique, en soutenant des chercheurs et des programmes de coopération culturelle incarnant les valeurs de leadership et d'excellence sociétale. <https://saintomerfoundation.org/>